

Ce qui suit est publié dans un livre collectif que je conseille: [Sécurité globale , n° 17, L'OTAN après Lisbonne](#)
, Direction Jean-François DAGUZAN et Pascal LOROT, Choiseul Editions, Automne 2011.

□

L'OTAN est-elle un outil ou un décideur ?

□ □

Une vue minimaliste voudrait que l'OTAN ne fût qu'une institution militaire, relevant d'une « simple » alliance militaire, s'occupant de préparation et d'emploi de forces armées, et dont les organes politiques internes n'auraient donc aucune vie propre.

Ce minimalisme s'inscrit en opposition avec l'évolution de l'alliance depuis 1990. Derrière cette opposition se trouve l'ensemble des forces et des motifs qui militent pour une limitation de l'influence américaine en Europe et dans le monde.

Indépendamment de ce dernier point, il convient d'observer qu'une véritable union politique est d'abord une communauté de défense ; et qu'une alliance militaire est par essence une alliance politique. Une chose est l'insatisfaction qu'on peut éprouver en face des inégalités existant au sein de l'Alliance atlantique ; autre chose serait l'illusion de croire qu'une alliance militaire pourrait être autre chose que ce qu'elle est vouée à être – une certaine communauté politique, dès lors qu'elle est plus qu'une coalition.

Dans une alliance militaire qui va au-delà d'une simple coalition, des communautés politiques acceptent d'entrer jusqu'à un certain point dans une relation de confiance et de sacrifice mutuel. Une vraie communauté politique, comme une nation, est de plein droit une alliance de défense mutuelle au prix du sang. On ne saurait concevoir une union politique qui ne serait pas d'abord une communauté de défense.

Ceci est capital pour l'OTAN, car le débat sur son élargissement (géographique et de ses missions) signifie tout simplement que pour certains, l'OTAN n'était qu'une coalition passagère, qui aurait dû s'assoupir après la chute de l'empire soviétique, quitte à rester prête à se réactiver ; tandis que pour d'autres, l'Alliance était une communauté politique atlantique, forcément dotée d'une vie propre.

Où est l'Europe dans l'OTAN ?

Cette question a des conséquences majeures sur l'idée européenne. Limitons-nous à de brèves remarques.

Comme l'Union européenne n'est pas une communauté de défense, il n'y a aucun paradoxe à dire que l'OTAN est politiquement supérieure à l'Union européenne. Il n'y a aucun paradoxe non plus à dire qu'un Français, par exemple, puisse se sentir plus proche affectivement des États-Unis, s'il les comprend et les apprécie, que de la Finlande ou de l'Estonie. Donc si on veut que l'Europe soit plus que l'OTAN, politiquement parlant, il faut qu'elle soit une alliance militaire, au moins aussi étroite et efficiente que l'OTAN, quelles que soient les relations de cette possible alliance à l'OTAN.

L'Europe politique, si elle veut exister, se doit d'être *d'abord* une alliance. Sans alliance, elle s'enfermera dans l'économico-monnaire, qui n'a guère aujourd'hui de quoi enthousiasmer les peuples, et qui risque de tourner court dans peu d'années.

En outre, l'idée d'une alliance militaire entre un peuple encore très militarisé et des peuples totalement démilitarisés est vide de sens. Si les pays d'Europe étaient tous totalement démilitarisés, surtout dans leur tête, la question se poserait en réalité de savoir si l'OTAN existe réellement.

Et pourtant, l'OTAN existe, et l'Europe politique existe, minimalement, dans l'OTAN, comme l'enfant non né dans le sein de sa mère. Si un sous-ensemble de l'OTAN devient autonome, nous avons une sous-alliance dans l'alliance. Et l'Europe (le terme pouvant ne référer qu'à certains pays d'Europe), étant alors une vraie alliance militaire et plus qu'une coalition (ou un groupement d'intérêts économiques), elle existe de ce fait politiquement.

En somme, l'OTAN est sans doute la véritable matrice de l'Europe, qui peut et doit exister, parce que les États-Unis d'Amérique ne sont plus assez forts pour assurer à eux seuls l'avenir de la démocratie, y compris aux États-Unis.

Quel est l'intérêt des États-Unis ?

□

Les États-Unis devront comprendre, fût-ce à regret, qu'ils ne peuvent s'appuyer que sur ce qui

pourrait leur résister. Si on veut des alliés, il faut les traiter en alliés, et cela signifie, non pas de la politesse, mais accepter que l'autre soit un pouvoir.

Si l'on veut être le seul pouvoir, on veut un empire autoritaire et des sujets, non des alliés. Des sujets suivent par contrainte, tentent d'exploiter l'*hégémon*, et désertent si les risques sont trop grands.

L'*hégémon* est ainsi forcé de s'assurer de leur docilité, faute de pouvoir compter sur leur fidélité. Il entre alors dans une autre logique où son pouvoir revêt un caractère plus ou moins tyrannique et les politiciens sujets deviennent des fantoches.

Si l'on veut des alliés utiles dans une logique de liberté pour les jours de grande épreuve, il faut prendre le risque de leur puissance et de leur liberté. Et pour ne pas en vouloir de tels, il faut être bien sûr de soi. Vouloir être absolument sûr de soi, et seul : c'est la folie de Napoléon. C'est un moment de gloire et la catastrophe assurée.

Il ne s'agit pas seulement d'avoir ou non du bon sens, il s'agit de savoir si l'on croit à la liberté, ou si on n'y croit pas. Si on pense qu'y croire, c'est manquer de bon sens, la politique n'est plus que la lutte pour le pouvoir. Il ne faut plus alors parler de démocratie, ni de défense de la démocratie dans le monde – ou, si l'on en parle, savoir que ce ne sont que des mots.

L'OTAN, d'un point de vue philosophico-politique (2)

Écrit par Henri Hude - Mis à jour Lundi, 21 Novembre 2011 17:46

Conclusion ? L'OTAN sans Europe et sans liberté, c'est une machine au rendement moyen, qui ronronnera jusqu'au jour de vérité, où, sans doute, elle calera. (à suivre)